

MONDIALISATION. La montée en puissance de la Chine bouleverse l'économie de la planète. Un équilibre est à trouver, entre peurs réelles et exigences du marché.

Une Chine qui fait peur

En quelques semaines, la liste des acquisitions chinoises d'entreprises ou d'infrastructures européennes vient de s'allonger. Volvo, entreprise automobile mythique en Suède, est désormais passée sous pavillon chinois. L'État grec a confié à un groupe chinois la concession pour 35 ans du centre de conteneurs du port du Pirée où se trouve la deuxième flotte mondiale marchande. En France, l'achat de Choco BN, un des fleurons de la biscuiterie nantaise, croqué par un géant de l'agroalimentaire de Shanghai, ancien partenaire du groupe Danone en Chine récemment encore inconnu, a provoqué un certain émoi.

Des entreprises, des infrastructures, faisant partie prenante de l'imaginaire collectif des habitants et consommateurs de l'Ancien Continent, sont désormais rachetées par la nouvelle grande puissance économique. Confrontés à une fuite des emplois à bas coûts et des emplois industriels vers la Chine, les politiques elles citoyens européens craignent un dépeçage des fleurons industriels de leurs pays. Une littérature économique et politique axée sur la peur du système économique chinois a vu le jour en France et connu un certain succès d'édition. L'un de ses promoteurs, Philippe Cohen, confiait sa « haine » de l'économie chinoise. Un autre, François Lenglet, entrevoit chez les dirigeants politiques et chefs d'entreprise chinois une volonté de revanche sur les humiliations causées par l'Occident dans l'histoire du pays.

Ces prises de contrôle ne font pourtant que commencer. Le fort excédent commercial provoqué par les exportations a permis en effet au pays de se constituer des réserves de change qui dépasseraient les 2 400 milliards

de dollars, soit un peu plus que la richesse nationale produite chaque année en France.

Interdépendance fragile

Les dirigeants chinois entendent faire fructifier leurs gains et le pays se lance désormais dans une série d'acquisitions et d'investissements tous azimuts dans le monde, selon Françoise Lemoine, économiste, spécialiste de la Chine au sein du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) de l'Institut d'études politiques de Paris. « *L'acquisition de nouvelles technologies, l'approvisionnement en matières premières comme en Afrique ou en Australie ou l'achat d'infrastructures et de réseaux de vente comme le port du Pirée constituent les investissements privilégiés de Pékin.* »

Car, pour la chercheuse, la peur que suscite de la Chine peut être comparée à celle qu'éprouvaient les opinions occidentales face à la concurrence japonaise dans les années 70. « *La Chine a une taille démographique gigantesque et sa montée en puissance bouleverse l'économie mondiale. Mais aujourd'hui nous sommes interdépendants. La Chine a besoin de ses clients et a besoin d'avoir des partenaires économiques solvables.* »

Le déficit de la balance commerciale américaine avec la Chine se chiffre aujourd'hui en centaines de milliards de dollars. Un déséquilibre inédit dans l'histoire du commerce mondial. La Chine, premier créancier des États-Unis, permet à son premier client d'acheter massivement à crédit ses produits manufacturés. Pékin surveille également de près la situation financière des

pays européens les plus endettés. Au lendemain de sa visite à Paris, Hu Jintao s'est rendu au Portugal. Le menu des discussions portait sur la dette publique de Lisbonne.

« La capacité d'absorption des produits chinois par les pays clients atteint ses limites »

Contrairement à une idée reçue, les entreprises occidentales sont en effet les premières responsables des mouvements de délocalisation. « *Ce sont les firmes européennes et nord-américaines qui ont décidé d'implanter leurs productions en Chine* », souligne Françoise Lemoine. Dans la plupart des cas, ces entreprises ont gagné beaucoup d'argent en sacrifiant les emplois non qualifiés dans leurs pays d'origine. « *Un ordinateur ou un équipement électronique sera certes assemblé en Chine mais la majorité de la valeur ajoutée de ce bien repartira*



Hu Jintao et son épouse à leur arrivée en France, le jeudi 6 novembre dernier

vers l'entreprise américaine ou européenne conceptrice de ce produit », précise la chercheuse. Mais cette interdépendance reste fragile. Des mesures protectionnistes de la part des pays occidentaux et une nouvelle dévaluation du yuan - en mesure de rétorsion - pour rendre encore plus compétitifs les produits chinois peuvent facilement mettre à mal cet équilibre.

« *Les dirigeants chinois ont aujourd'hui conscience que leur économie ne peut pas seulement se développer sur le marché des*

exportations. Les choses devraient se rééquilibrer. La capacité d'absorption des produits chinois par les pays clients atteint également ses limites. L'objectif pour le Parti est donc de développer un marché intérieur. La part des exportations dans l'économie commence en effet à décroître légèrement. Elle est passée pour la première fois sous la barre des 25 % de la richesse nationale. Les entreprises européennes peuvent alors répondre aux demandes de ce nouveau marché », estime Françoise Lemoine.

Cette transformation s'opère et la Chine est ainsi devenue le premier marché automobile

au monde, devant les États-Unis. Une chance pour l'emploi en France ? Rien n'est moins sûr. Les véhicules Peugeot-Citroën destinés aux marchés chinois sont tous assemblés en Chine.

PIERRE DESORGUES